



GEF-Satoyama Subgrantee Highlights Report

Organization Name:	EPCO
Country:	Mauritius
Reporting Quarter:	FY19 Q3 (January to March 2019)
Person submitting Report:	Estelle DEJA

<Highlight 1>: **Community-based meetings**

A total of 6 community-based meetings and one observational walk in the project site were conducted during the quarter 3 with the members of the local cooperative. Ten women and 28 men participated to these consultation strategies in order to design and plan, in a collaborative manner, the next steps to conduct and set-up consultation strategies with stakeholders 'representatives.

<Highlight 2>: **Cooperative consolidation**

The consolidation of the local cooperative has been considered critical during this quarter as the project is closing in March 2019. The local cooperative will have the responsibility to take over all management activities of the project, consultation strategies with stakeholders, and ensure the proper functioning of the local cooperative. As a result, a new election of board members was conducted over two meetings on February 18 and 21, 2019. The name of the cooperative has changed. It is now "Ensam pou Barachois Cooperative Society Limited". The logo of the Barachois Project has been modified (Refer to the picture below). New members have been added and others removed based on their participation and involvement.

New collaboration with local NGOs and associations were made during this quarter in order to ensure strong support and help to all cooperative members over the long term. The proposed Project Management Plan has been provided to the executive members of the cooperative and includes detailed information and guidance to ensure the long term sustainability of the Project.



New logo of the local cooperative @ EPCO

<Highlight 3>: **Stakeholders consultation and collaboration**

Various types of consultation strategy were conducted during this quarter with many representatives of stakeholders' groups including governmental agencies, local NGOs, associations and experts regarding the difficulty faced by the cooperative members to obtain the clearance from the Ministry of Housing and Lands. A report has been developed in collaboration with a representative of the Prime Minister office and submitted to the Prime Minister in person.

<Highlight 4>: **Assessment workshop**

The second assessment workshop of the Indicators of Resilience in Socio-ecological Production Landscapes and Seascapes was conducted over two evening sessions on 25 and 26 February 2019 at La Chaux Social Welfare Centre. A local woman from Mahebourg, Environmental Scientist and Communicator, facilitated the workshop with the help from the Project Manager. Fourteen community members participated to the evaluation of 19 resilience indicators of the SEPLS toolkit.

This vulnerability assessment was conducted as the project is closing. It aimed to provide insights on the impacts of the Barachois Project and what has worked or not and why. Discussion on some of the challenges that the community faces also provided information on the underlying drivers and potential solutions as well as priority needs. At the end of the workshop, a brainstorming was done on activities that the community plan to implement through the cooperative set up as part of the project and combined with the information gathered during discussions for each indicator, these has been integrated to the final Project Management Plan.



Indice	Indicateur	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1		3 ↓	3 ↓	3 ↓	2 →	3 ↓	1 ↓	2 ↓	3 ↓	2 →	1 ↓	3 ↓	2 →	2 ↑	2 ↓
2		2 →	1 ↓	2 ↓	1 ↓	2 ↓	2 ↓	2 ↓	1 ↓	2 ↓	1 ↓	2 ↓	2 ↓	2 ↓	1 ↓
3		2 ↓	2 ↓	1 ↓	2 ↓	2 ↓	2 ↓	2 ↓	2 ↓	1 ↓	2 ↓	2 ↓	2 ↓	2 ↓	2 ↓
4		2 ↓	2 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	2 ↓	2 ↓	1 ↓	2 ↓	1 ↓	2 ↓
5		1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓
6		1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓
7		1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓	1 ↓
8															
9															
10															

Resilience Indicators Assessment Workshop with community members @ EPCO / Estelle DEJA

Two press agencies were contacted during the quarter 3 to produce an article related to the major permitting issue face by the cooperative to obtain the state land lease from the Ministry of Housing and Lands. Moreover, an interview was conducted by the Project Manager on national radio to provide information regarding the present conflict. On January 20, 2019, an article from Le Mauricien newspaper has been released and aimed to increase awareness and ask for support, at country level, regarding the problem which prevents the proper implementation of the Project.

WEEK-END - dimanche 20 janvier 2019 15

À Cité La Chaux

Le village collaboratif risque de tomber à l'eau

Tout y était pour redonner vie à Cité La Chaux, Mahébourg : la volonté des habitants, l'expertise de professionnels étrangers et locaux de l'environnement, et les fonds nécessaires pour tout mettre sur pied. Seul bémol, le ministère du Logement et des Terres n'a jamais donné son accord et ses raisons derrière cela. Estelle Déjà, facilitatrice et initiatrice d'un *community-based project* et représentante de l'ONG Environmental Protection and Conservation Organisation (EPCO), est déçue, mais elle ne baisse pas les bras.

Après avoir passé près de trois ans aux côtés des habitants de la région, Estelle Déjà rentre en France en mars avec un goût amer. « *Je trouve que tout cela est injuste, surtout pour les habitants de Cité La Chaux, qui ont une vraie volonté de sauver leur endroit et qui ont travaillé dur pour remettre ce site sur pied* », confie-t-elle à *Week-End*. Détentrice d'un master en gestion des aires protégées, elle débarque à Maurice en 2013 après avoir décroché deux stages volontaires. Répondant à l'appel de quelques pêcheurs de Cité La Chaux, elle décide de s'y intéresser. « *Le site était complètement abandonné. Il y avait plein de déchets, de seringues, de matelas, etc.* », se souvient-elle. Un site de près de 14 hectares, dont six hectares recouverts de mangrove et un *wetland*. « *J'ai tout de suite vu le potentiel de mettre en place un community-based project pour la communauté locale* », dit-elle.

Au terme de *surveys* et de discussions avec les gens de la région, Estelle Déjà parvient à identifier les problèmes de cette cité un peu oubliée de tous. « *Le but principal était de conserver et de restaurer le *wetland* en mettant en place un projet d'aquaculture pour les pêcheurs et de faire de l'écotourisme avec notamment la création d'une aire de jeux, d'un musée de la pêche, entre autres. Il s'agissait aussi de mettre sur pied un projet durable pour les jeunes, terrassés par la drogue, qui n'ont pas d'activités du tout* », explique-t-elle.

Par ailleurs, cette dernière avance avoir été contactée par des experts japonais — qui financent d'ailleurs le projet avec la Commission de l'océan Indien —, et des universités américaines, car ce projet pilote aurait pu servir d'exemple pour d'autres pays qui

coopérative, dont les bénéfices ne profiteraient qu'à ces derniers. « *Contrairement à ce que l'on peut penser, tel est le but du projet. Une fois que les habitants peuvent tout faire eux-mêmes, je m'en vais. Mon but n'étant que de les accompagner* », souligne la jeune femme.

Espèces endémiques arrachées

Un projet collaboratif avec et pour les habitants de la région. Sandy Monrose, habitante de Cité La Chaux et travailleuse sociale, ne comprend pas pourquoi les autorités ne veulent pas valider ce projet pourtant louable. « *Mamzel-la inn vini pou éd nou, dayér plizier étdian étranzé inn vini pou gété koman sa prozè-la été. Aujourd'hui Estelle doit partir entachée* », déplore-t-elle. En effet, au début de cette année, Estelle Déjà reçoit une lettre selon laquelle elle aurait forcé des habitants à arracher 382 plantes, dont plusieurs espèces endémiques sur le site. « *Alors qu'elle ne nous a pas forcés ! Nous voulions nous-mêmes défricher ce bois et tout nettoyer. Nous avons même eu l'aide des ONG, d'étudiants, entre autres. À l'époque, on nous félicitait pour cette initiative et aujourd'hui on se retourne contre Estelle Déjà. Cela n'a aucun sens* », dit Sandy Monrose.

Ainsi, depuis quatre mois, plus rien n'avance. Après un *workshop* organisé par Estelle Déjà réunissant 43 experts du monde entier sur *community-based project* en août dernier, le ministre du Logement et des Terres, Mahen Jhugroo, décide pour la première fois de se rendre sur les lieux et « *quatre jours après, nous recevions une notice de squatteurs* », dit Estelle Déjà.



Photo aérienne du site étendu sur près de 14 hectares (signée John Olsen)

de tous les ministères concernés et du Ramsar Comité, sauf celui du Logement et des Terres. Pourquoi n'avons-nous pas eu de réponse concrète ? » s'interroge-t-elle. Criant à l'injustice, Estelle Déjà souhaite une réponse du ministère du Logement et des Terres. « *Je vais me battre* », dit-elle. Soutenues par les habitants de la région, ces derniers ne comptent pas rester les bras croisés et comptent bien sauver leur cité de l'abandon.

Du côté du ministère du Logement et des Terres, l'on parle d'activités illégales. « *The organisation has illegally modified an existing*

untarred road with concrete and rocks. It is to be noted that the said development has been carried out in a region full of mangrove trees and there is a high risk that mangroves have been damaged in the said process ; Back filling has illegally been carried out by the organisation on the State Land and in the barachois itself ; Several trees have illegally been felled and uprooted on the State Land ; A bridge made of rocks has illegally been constructed in the barachois », est indiqué dans un document officiel.

* Affaire à suivre.

ça va se savoir

Narghis Bundhun, seule candidate en lice pour la présidence

Alors que Gavin Glover, SC, avait été pressenti pour occuper le poste du président du Bar Council cette année pour succéder à Hervé Duval jr, grande fut la surprise de ne pas voir sa candidature à ce poste à la fermeture des inscriptions ce vendredi. Cette absence ouvre la voie royale à Narghis Bundhun, également SC et seule candidate au poste, pour être la future présidente du conseil des avocats qui a remis en cause les dérives de la profession l'année dernière. Cinq autres candidats ont postulé comme simple membre à savoir Mes Doordarshini Busgeet, Tawheen Choomka, Moorari Gujadhur, Eddy Tong Sam et Jacques Tsang Mang Kin. Un sixième membre manque à l'appel pour constituer le full panel du conseil de l'ordre des avocats qui devrait être complété le 31 janvier prochain lors de l'assemblée générale. Un membre sera désigné comme cela a été le cas dans le passé.

Loto

La cagnotte de Rs 25,7 M chez Chantefrais Floréal

Le ticket gagnant avec les six bons numéros, décrochant la

Press release @ EPCO / Le Mauricien